

— Aux nouvelles que nous avons données ce matin, nous ajouterons l'extrait suivant d'une lettre de Bone du 2 octobre.

« L'armée s'est mise en marche le 30, sur trois colonnes. Les soldats sont animés du meilleur esprit possible. Le tems s'est mis au beau. L'armée n'a pas rencontré d'obstacles. Nos éclaireurs ont refoulé des partis arabes qui étaient dissimulés et envoyés pour suivre nos mouvemens. Il n'y a pas eu d'attaque sérieuse. Le gros de l'armée d'Achmet se trouve concentré sous les murs de Constantine; c'est là qu'on nous attend.

» Nous avons franchi le passage dit le *Pont de fer*. Ce serait une position inexpugnable si elle était bien défendue; mais on ne nous a opposé que peu de résistance. Nos soldats l'ont abordé avec résolution; l'ennemi s'est retiré après avoir échangé quelques centaines de coups de fusil, et nous nous y sommes maintenus. Nous ne sommes plus qu'à deux petites journées de la ville. »

Du 10. — La nouvelle officielle de la mort de M^{me} la duchesse de Saint-Leu a produit quelque sensation à Paris, où son souvenir était encore présent à un grand nombre de ses anciens amis. On dit que M. Molé a envoyé un courrier à M. de Montebello, pour renouveler les instructions qu'il avait données au sujet du prince Louis-Napoléon. On dit que l'ambassadeur français doit insister auprès du gouvernement helvétique pour qu'on notifie au prince l'ordre de quitter le territoire suisse. Cette affaire pourrait bien amener quelques démêlés entre la diète helvétique et le cabinet français, car beaucoup de cantons ont déjà fait connaître leur intention de s'opposer au renvoi du prince Louis de son château d'Arenenberg. Le prince lui-même avait manifesté l'intention de quitter la Suisse pour retourner en Amérique aussitôt après la mort de sa mère. Il serait à désirer que son départ évitât les nouvelles difficultés diplomatiques que son séjour en Thurgovie pourrait entraîner.

— Le *Journal des Débats* publie une lettre d'Odessa, le 4-16 septembre 1837, relative au camp de Woznesensk. En voici un extrait :

« La revue de l'infanterie a eu lieu le 27 août (8 septembre). Vingt-huit bataillons de belles et vieilles troupes y ont pris part. Je crois devoir vous dire ce qui a le plus frappé les militaires étrangers rassemblés ici, et dont j'ai pu recueillir les impressions.

» Avant tout, monsieur, c'est de voir réunie, sous le commandement d'un seul homme, et obéir à sa voix, une masse de cavalerie régulière telle que jamais les armées les plus considérables, et même la grande armée de Bonaparte en 1812, n'en ont eu à la fois sur un même point. Ce qui n'est pas moins digne d'intérêt, c'est de voir ces 45000 hommes de cavalerie, accompagnés d'une artillerie formidable, passer sans confusion d'un ordre à l'autre, les lignes se traverser, les changemens de front s'opérer, les déploiemens se faire avec précision, chaque arme conservant la place qui lui appartient, arrivant à point nommé devant l'ennemi supposé; la cavalerie légère en avant, puis les cuirassiers, comme dernière réserve, un corps de 96 escadrons de dragons, troupe vraiment d'élite, et dont je vous dirai quelques mots. Les militaires étrangers s'accordent à admirer la mobilité de ces masses, la beauté de l'ensemble, la perfection des détails; ils remarquent surtout le rare aplomb, le coup-d'œil assuré de l'empereur, la facilité avec laquelle il fait agir à son gré, comme un seul homme, cette innombrable cavalerie. S. M. I. a fait à Woznesensk de belles applications des ordres de bataille adoptés pour sa cavalerie, de l'emploi de l'artillerie sur une grande échelle et des différentes armes, et particulièrement des dragons qui sont une création ou du moins la réalisation des idées long-tems méditées de l'empereur sur cette troupe dont il a su faire à la fois une excellente cavalerie et une infanterie redoutable. Les dragons dans le système russe, sont une dernière réserve; chaque régiment de douze escadrons présente en ligne un bataillon; il ne faut que deux minutes et demie aux dragons pour être prêts à combattre à pied ou pour remonter à cheval. Qu'on se figure huit bataillons complets débouchant tout-à-coup du rideau d'artillerie qui les couvre, et là où l'ennemi ne soupçonnait que de la cavalerie, et l'on concevra tout le parti qu'un général habile peut tirer d'une réserve aussi puissante qu'elle est mobile. »

PAYS-BAS. — Liège, 10 octobre.

On remarque depuis une quinzaine de jours, que les journaux de la patrioterie déblatèrent plus que jamais sur la situation de la Hollande. Nous aurions eu peine à nous rendre compte de ce renforcement d'inepties échappées coup sur coup à la presse révolutionnaire, si le *Politique* n'était venu l'autre jour, nous donner le mot de l'énigme. Suivant lui, l'intention d'opérer la restauration, c'est-à-dire le rétablissement du royaume sur les bases des traités de 1814-1815, ne serait plus dissimulée par les organes du gouvernement des Pays-Bas à La Haye; ils avoueraient franchement que tel est le but qu'on se propose. Le confrère n'a pas cité la source où il a puisé cette nouvelle, mais comme il paraît ne pas

douter qu'elle soit fondée, et que nous aimons fort à le croire sur parole, nous nous garderons bien de la contester, et nous en prendrons acte pour montrer l'intérêt que les partisans de la glorieuse ont à présenter la situation des provinces septentrionales sous un point de vue défavorable.

On sait que c'est par les finances que nos charlatans prétendent battre la Hollande en ruine. A les en croire, nos anciens frères ne sauraient supporter plus long-tems les charges qui pèsent sur eux depuis 1830, et les états-généraux seraient disposés à rejeter le budget de l'année prochaine. Nous demanderons à nos adversaires sur quoi ils se fondent pour croire que la Belgique soit plus que la Hollande, capable de soutenir l'état de quasi-guerre qui existe depuis sept ans? Les anciennes provinces bataves possèdent d'immenses capitaux, leur commerce s'est accru dans une grande proportion depuis la séparation, et elles ont aujourd'hui plusieurs grandes branches d'industrie qu'elles n'avaient jamais eues avant la catastrophe. Tous ceux qui ont visité le pays, l'ont trouvé dans une situation prospère. A la dette près, les dépenses ne sont guère plus élevées maintenant qu'elles ne l'étaient pendant l'union. On se souvient qu'alors les provinces septentrionales supportaient les quinze trente-unièmes des charges générales de l'état, c'est-à-dire, à peu près la moitié. Or, le budget du royaume était en 1830, de 79 à 80 millions de florins; aujourd'hui celui de la Hollande est de 41 millions. La différence est, comme on le voit fort mince.

La Hollande dirait avec plus de raison que le *statu quo* ruine la Belgique, puisque celle-ci aura en 1838 un budget de 98,996,362 frs. 71 c., indépendamment d'un emprunt de dix millions pour les dépenses du chemin de fer, et indépendamment encore de la dette, montant annuellement à 8,400,000 florins, qu'il faudra bien payer un jour avec les arrérages, qui s'élèvent déjà à près de soixante millions de florins. C'est en vain que nos hableurs font espérer à leurs dupes, que le pays se soustraira au payement de cette énorme somme; les étrangers intéressés dans les emprunts qui ont créé la dette, feront la loi à la Belgique sur ce point comme ils l'ont fait sur tous les autres. (*Industrie.*)

Du 11. — Le ministre des finances a présenté dans la séance du 7, le budget des recettes et dépenses pour 1838. Il l'a accompagné d'un rapport motivé principalement sur la nécessité d'augmentations assez considérables pour couvrir les besoins du service.

Pour justifier l'absence d'une séance royale, il a dit qu'on a voulu éviter une perte de beaucoup de tems qu'aurait occasionné la rédaction et la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône.

Il y a dans le rapport du ministre, comme il y avait dans le discours d'ouverture de la session de 1837, un paragraphe qui montre que le gouvernement est encore loin d'être rassuré sur la question de nationalité. « L'attitude sinon menaçante du moins toujours prête » à le devenir que conserve l'armée hollandaise, dit le ministre, » nous impose des sacrifices nombreux. » Les choses ne se sont donc pas améliorées depuis l'année dernière, et la même incertitude continue à régner, puisque l'on est obligé de renforcer les armemens. Il n'est donc pas vrai que l'indépendance se consolide. Si le tems avait amené le moindre changement favorable à cet égard, ne saisirait-on pas l'occasion de l'ouverture des chambres pour en faire part à la nation? Et lorsqu'on voit le principe révolutionnaire partout battu en ruine, serait-il déraisonnable de lui supposer le même sort en Belgique? (*Idem.*)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 14 octobre.

On écrit de Hanovre, 27 septembre :

« Le 19 du courant, S. M. le roi a adressé le discours suivant au surintendant de la petite ville d'Aalsfeld qui lui avait adressé des félicitations :

« Monsieur, soyez convaincu que le bonheur de mes sujets est l'unique objet de ma sollicitude. Ma plus grande joie c'est de voir qu'ils ont confiance dans mes paroles. J'ai été assez heureux pour recueillir dans mon voyage de nombreux témoignages de dévouement et d'amitié! Un roi est un homme, par conséquent il ne lui est point donné d'opérer des prodiges, mais tout ce que des forces humaines peuvent réaliser vous l'obtiendrez. La prospérité de la petite ville d'Aalsfeld m'intéresse aussi vivement. Les habitans de cette contrée ont toujours été fidèles à la royauté. Je ne vous oublierai point. » (*Gazette de Carlsruhe.*)

— On mande de Rome, 26 septembre :

« Si le grand nombre de personnes en deuil que l'on voit dans les rues ne rappelaient encore que le choléra a exercé ici de cruels ravages, on ne s'en douterait plus guère en voyant l'aspect que présente en ce moment la capitale de la chrétienté. Tout y est sur l'ancien pied; les promenades au Conso sont aussi animées que jamais; les morts sont oubliés et les vivans se rejouissent du présent. Le mois d'octobre occupe tous les esprits mais de pensées diverses; les